



Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse : <http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>

Madagascar Résistance

Lettre numéro 48 – Janvier 2011

Coup d'Etat à Madagascar : que faut-il penser des aveux des officiers putschistes ?

Le colonel Noël Rakotonandrasana, promu général après sa nomination comme ministre des forces armées du régime putschiste, et le commandant Charles Randrianasoavina, promu lieutenant-colonel pour services rendus par ce même régime, ont fait récemment des aveux écrits, publics et circonstanciés sur leur rôles respectifs dans le putsch. **Ce sont deux des principaux « bras armés » des instigateurs du coup d'Etat initié en janvier 2009 et achevé en mars 2009 à Madagascar qui passent ainsi aux aveux.** Leurs aveux, ainsi que ceux du tristement célèbre colonel Coutiti, furent présentés dans un premier temps verbalement au peuple malgache sous forme de déclarations faites devant les médias, lors de l'affaire de la BANI (insurrection d'un groupe de militaires dont ces deux officiers avaient fait partie contre le pouvoir de fait en novembre 2010, et qui leur vaut aujourd'hui d'être emprisonnés). Noël Rakotonandrasana et Charles Randrianasoavina viennent de confirmer dans des lettres rendues publiques, depuis la prison de Tsiafahy où ils sont détenus, leurs premiers aveux en les complétant par des précisions sur la chronologie des opérations, les réunions organisées, les lieux et dates de leur tenue, les personnes ayant été présentes à chaque réunion, les répartitions des rôles et des tâches, les noms des « sponsors » du coup d'Etat ainsi que le montant des sommes versées.

PREMIERE QUESTION : CES AVEUX SONT-ILS CREDIBLES ?

C'est une question légitime, Noël Rakotonandrasana et Charles Randrianasoavina ne s'étant insurgés contre le pouvoir de fait qu'ils avaient contribué à mettre en place, sans états d'âme et avec des méthodes particulièrement brutales, qu'après avoir été évincés de leurs fonctions respectives de ministre des forces armées et de chef de la Force d'Intervention Spéciale (véritable police politique non encore dissoute, dont l'instauration illégale en juin 2009 et les méthodes violentes ont été unanimement condamnées, y compris par l'ambassadeur de France dont l'appui aux putschistes n'est pourtant un secret pour personne).

Pour autant, leur relation des faits peut être recoupée en grande partie par tous ceux qui ont suivi le déroulement des événements et par les documents existants : articles de presse, reportages et vidéos des journaux télévisés avant la censure actuelle des médias, nombreux témoignages. Et la possibilité que leur mobile puisse être le désir de revanche ou la recherche d'une protection contre des menaces physiques potentielles (d'où peut-être leur désir d'être jugés par des instances judiciaires internationales) ne saurait justifier que l'on ne prenne pas en compte leurs déclarations qui, par ailleurs, correspondent globalement à ce que tout le monde sait déjà.

L'intérêt de ces aveux est d'abord d'être cette fois écrits. Leur deuxième intérêt vient ensuite des précisions de chronologie, de lieux, de dates, de noms, autant d'éléments concrets qui seront utiles à une enquête, judiciaire peut-être, par les historiens sûrement.

DEUXIEME QUESTION : CERTAINS CONCEPTEURS ET CERTAINS FINANCIERS DU PUTSCH NE SONT PAS CITES. POURQUOI ?

Parmi les grands concepteurs du coup d'Etat, la France et l'Archevêque d'Antananarivo, par exemple, ne sont pas mentionnés et leurs représentants ne sont cités dans aucune réunion. **Le rôle de la France apparaît toutefois indirectement dans la chronologie donnée par Charles Randrianasoavina (Voir document en annexe sur notre blog) qui indique qu'Andry Rajoelina continuait de donner ses instructions en vue du putsch alors qu'il était réfugié à l'ambassade de France.** De même, le financement du coup d'Etat n'a pas été limité aux sommes versées par les donateurs mentionnés. Des sommes bien plus importantes, difficiles à verser par des entreprises implantées à Madagascar, ont été fournies aux putschistes avant, pendant et après le coup d'Etat.

Plusieurs raisons peuvent expliquer ces manques dans ces aveux : volonté délibérée de leur auteur de ne pas s'aliéner des forces puissantes, ou bien non accès à d'autres cercles de décision, notamment dans le cas de Charles Randrianasoavina dont le rôle était purement opérationnel, le cloisonnement des réseaux et des informations étant la règle dans ce genre d'entreprise.

QUELLES CONCLUSIONS EN TIRER DE CES AVEUX ?

PREMIEREMENT : IL N'EST PLUS POSSIBLE AUX TENANTS DU POUVOIR DE FAIT DE CONTINUER A NIER LE COUP D'ETAT.

En effet, contre l'évidence, et malgré le jugement unanime de la communauté internationale (y compris la France qui ne pouvait décemment pas faire autrement) qualifiant la prise de pouvoir par Andry Rajoelina de coup d'Etat, ce qui a entraîné sa non reconnaissance et les sanctions dont Madagascar fait l'objet, **le président autoproclamé de la Haute Autorité de la Transition et ses thuriféraires se sont jusqu'ici efforcés de nier qu'il y avait eu un putsch.** Les 15 000 personnes rassemblées Place du 13 Mai au plus fort des manifestations pro Rajoelina en février et mars 2009, ont servi d'alibi en étant présentées comme la justification d'une prise de pouvoir voulue par le peuple malgache. **Ce chiffre, impressionnant à première vue pour des observateurs non avertis du passé récent de Madagascar, est en fait très faible en comparaison des**

véritables mouvements populaires de 1991 et 2002 ayant réuni plusieurs centaines de milliers de personnes, d'autant que nombreux furent ceux qui, en 2009, « manifestèrent » contre rémunération directe ou contre les butins des pillages.

Les témoignages écrits de Noël Rakotonandrasana et de Charles Randrianasoavina enlèvent toute possibilité aux auteurs du coup d'Etat de persister dans leur système de défense qui consistait à nier le complot et l'usage de la force pour s'emparer du pouvoir.

DEUXIEMEMENT : LE VICE-AMIRAL MAMY RANAIVONARIVO, MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE AVANT LE PUTSCH EST UN GRAND MILITAIRE QUI MERITE LE RESPECT ET LA GRATITUDE DES MALGACHES.

Cet officier général, forcé sous la menace d'une arme de signer une lettre de démission en mars 2009, a imposé le respect par son calme et sa dignité en cette circonstance. Il a aussi montré un courage exemplaire lors de la passation de service qui lui a été par la suite imposée le 24 avril 2009 : seul officier en grande tenue, les autres n'ayant pas osé porter leurs uniformes, étant de grade inférieur, face au colonel Noël Rakotonandrasana fraîchement nommé « ministre des forces armées » par Andry Rajoelina, **et malgré les risques encourus, il a tenu à réitérer, devant la presse convoquée pour la circonstance, « qu'il y avait coup d'Etat ».** Nous ne désespérerons pas de l'armée malgache tant qu'il y aura en son sein des officiers comme le vice-amiral Mamy Ranaivoniarivo.

TROISIEMEMENT : A CONTRARIO, LE VICE-AMIRAL HIPPOLYTE RARISON RAMAROSON EST UN OFFICIER MENTEUR ET SANS HONNEUR.

Cet officier général, éphémère secrétaire d'Etat à la pêche et aux ressources halieutiques sous Marc Ravalomanana, avait déjà montré sa soif de pouvoir en se faisant le porte-parole d'un groupe de six officiers généraux en février 2009. Ce groupe avait alors lancé un véritable ultimatum au président élu en annonçant que l'armée prendrait ses responsabilités si les négociations avec Andry Rajoelina, alors en cours sous la médiation du Conseil Œcuménique des Eglises, n'aboutissaient pas dans un délai de sept jours. **Il était clair qu'Hippolyte Rarison Ramaroson visait l'instauration d'un directoire militaire qu'il ambitionnait de diriger.** Sous la menace d'une attaque des militaires putschistes le président Ravalomanana rédigea effectivement le 14 mars 2009 une ordonnance par laquelle il remettait le pouvoir à un directoire militaire. (Voir en annexe sur notre blog la déclaration de Charles Randrianasoavina). **Au soir de cette journée, et visiblement sous la contrainte comme le montrent son visage et sa voix, Hippolyte Rarison Ramaroson lut, devant les caméras des chaînes de télévision, et depuis la caserne de Fiadanana, quartier général des militaires putschistes, un texte transférant le pouvoir à Andry Rajoelina.**

Il n'aimait pas Marc Ravalomanana depuis son éviction du gouvernement et son inimitié avait encore grandi après l'enquête dont il avait fait l'objet, suite au complot visant à abattre l'avion du président en 2008. Mais son honneur d'officier aurait dû lui faire surmonter ces sentiments « Ho an'ny Tanindrazana » (« Pour la Patrie ») comme le lui dictait la devise de l'armée malgache.

Il avait été pris en otage. Il savait mieux que quiconque que c'était un putsch. Contrairement au vice-amiral Mamy Ranaivoniarivo, il n'a pas eu le courage de le dire. Pire : il s'est par la suite laissé exhiber comme témoin à décharge en faveur des putschistes à Dakar et ailleurs, partout où ces derniers tentèrent, sans succès d'ailleurs, de convaincre qu'il n'y avait pas eu coup d'Etat. Ce dont il a été récompensé par le portefeuille des affaires étrangères après le retrait de Ny Hasina Andriamanjato qui fut au centre du complot, mais meilleur stratège que le vice-amiral Ramaroson, avait senti la nécessité de ménager l'avenir.

L'absence de courage et du sens de l'honneur doublée de l'appétit de pouvoir ne préparent pas à être un ministre des affaires étrangères clairvoyant. **En ces temps où les regroupements régionaux sont une nécessité vitale pour tous les pays grands ou petits, Hippolyte Rarison Ramaroson se fit le chantre de l'isolement de Madagascar en allant jusqu'à envisager son retrait de la SADC.**

Devant les échecs essuyés dans la recherche de la reconnaissance internationale, et l'obligation pour les putschistes d'accepter une gestion inclusive de la transition, il essaie tant bien que mal aujourd'hui de se rattraper. **Il découvre maintenant que « la SADC est incontournable (sic) ».** Mieux vaut tard que jamais !

RESTE UNE QUESTION : CES AVEUX PUBLICS D'OFFICIERS AYANT JOUÉ UN ROLE MAJEUR DANS LE COUP D'ÉTAT VONT-ILS SERVIR LA RECHERCHE D'UNE SORTIE DE CRISE QUE BEAUCOUP ESTIMAIENT PROCHE, OU AU CONTRAIRE, LES DEUX PLAINTES DEPOSEES PAR LE PRESIDENT RAVALOMANANA, S'APPUYANT SUR CES AVEUX VONT-ELLES RENDRE PLUS DELICATES LES NEGOCIATIONS EN COURS ?

Le Conseil Œcuménique des Eglises, qui est l'une des grandes victimes de la crise politique traversée par Madagascar, semble reprendre le chemin plus chrétien du pardon mutuel. Il exhorte les politiciens malgaches à faire de même pour le bien commun. **Nous ne pouvons qu'adhérer à cette démarche qui rejoint d'ailleurs les valeurs ancestrales malgaches.**

Il est donc à souhaiter que le dialogue renoué entre les différents protagonistes continue, et aboutisse à une véritable sortie de crise, pour qu'enfin des élections crédibles puissent être envisagées.

Mais le pardon ne doit pas signifier oubli ou incompréhension des faits. Bien au contraire, un devoir de compréhension et de mémoire s'impose à tous les Malgaches pour faire barrage au retour d'une semblable tragédie. L'oubli est en effet source de non connaissance des faits pour la génération à venir. Et l'ignorance des événements passés est un obstacle à la réflexion et au développement des réflexes démocratiques, seuls contre-feux possibles face aux ambitions des politiques peu scrupuleux.

C'est pourquoi ces aveux du Général Noël Rakotonandrasana et du colonel Charles Randrianasoavina sont importants à bien des égards. **Ce sont des pièces à verser au dossier de ce coup d'Etat, le premier dans l'histoire de Madagascar et qui doit être le dernier. Mais ce sont aussi les premiers aveux publics de fautes commises par des responsables de haut niveau à Madagascar, alors que le déni a jusqu'ici été la règle, quitte parfois à réécrire l'histoire pour se disculper à bon compte.**

Il est indéniable que c'est là un sérieux coup porté à l'image de la HAT, susceptible de réduire le nombre de faucons dans ce camp. Pour toutes ces raisons, et quelle qu'aie pu être leur motivation en les rédigeant, le fait d'avoir fait ces aveux est à mettre au crédit de ces officiers.

Les Inconditionnels de Madagascar,
À l'Île de la Réunion